

FILIÈRE COTON

Trois innovations techniques pour un meilleur rendement

ÉDUCATION FÉMININE

Un tremplin pour l'autonomisation

INNOVATION

LiFi LED : l'internet et la télévision grâce à la lumière

LE DÉBARCADÈRE DE LOCODJRO

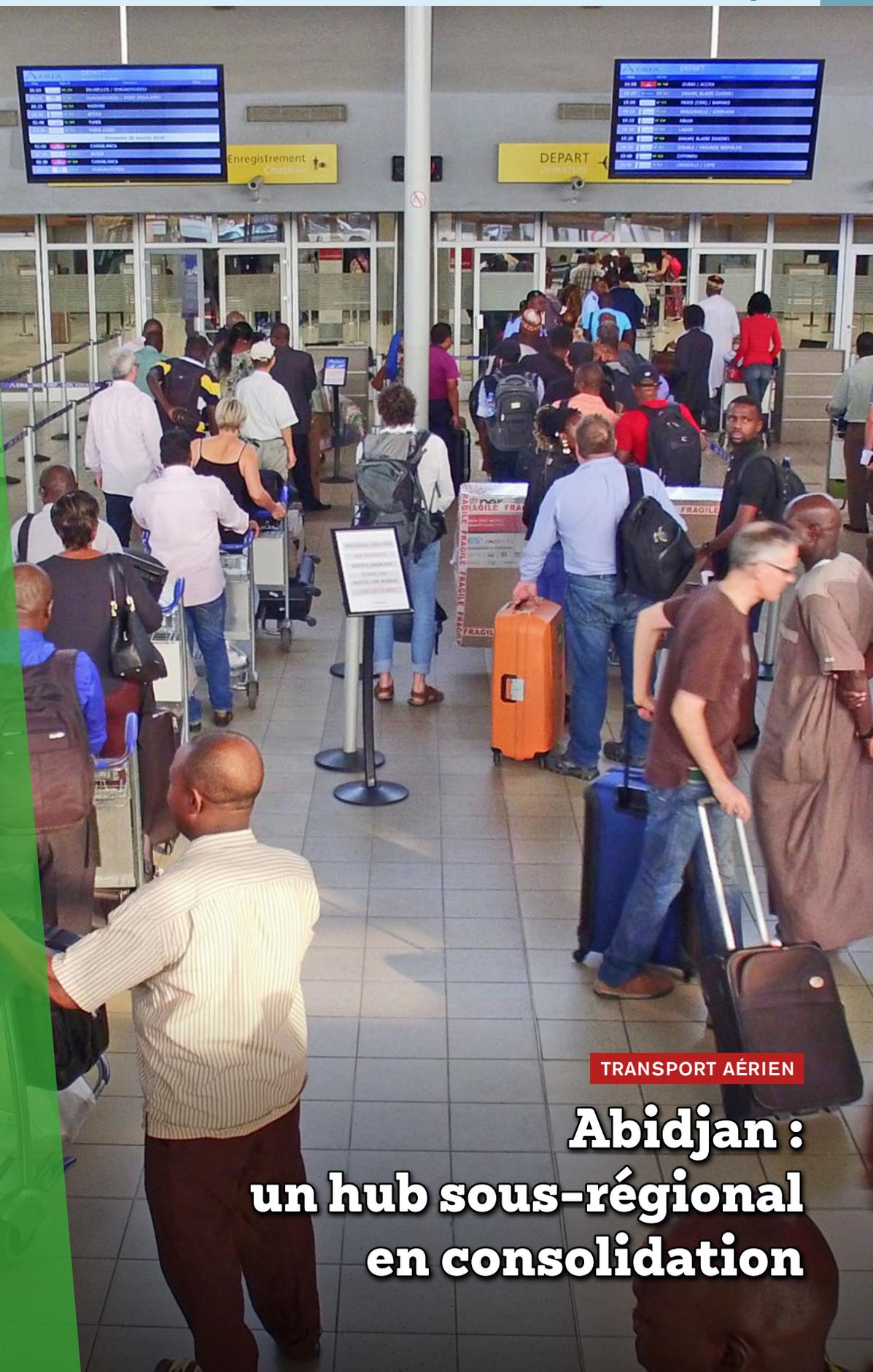
317 000 tonnes de poissons en 2020

PLUS LOIN AVEC...

Hamed Bakayoko
Sur la Loi de Programmation Militaire 2016-2020

TRANSPORT AÉRIEN

**Abidjan :
un hub sous-régional
en consolidation**



SOMMAIRE

RÉSULTATS & IMPACTS 4

Programme Electricité Pour Tous : plus de 400 000 abonnés en mars 2018

Infrastructures : le 3^{ème} Pont révolutionne la mobilité urbaine à Abidjan

Filière coton : trois innovations techniques pour un meilleur rendement

Lutte contre le paludisme : la mortalité en baisse

Cacao : 577 000 tonnes broyées en 2017

Parc National du Banco : 20 000 visiteurs par an

Education Féminine : un tremplin pour l'autonomisation

GROS PLAN 8

Aéroport Félix Houphouët-Boigny d'Abidjan : un hub sous-régional en consolidation



EN ACTION 12

LiFi LED : l'internet et la télévision grâce à la lumière

Centres de secours d'urgence : 17 526 interventions en 2017

SUR LE TERRAIN 13

Le débarcadère de Locodjro : 317 000 tonnes de poissons en 2020



PLUS LOIN AVEC ... 14

Hamed Bakayoko sur la Loi de Programmation Militaire 2016-2020

ARRÊT SUR IMAGES 15

3 QUESTIONS À ... 16

Ephane Zorro Bi Ballo



MENSUEL D'INFORMATIONS
DU CENTRE D'INFORMATION ET DE
COMMUNICATION GOUVERNEMENTALE

DIRECTEUR DE LA PUBLICATION

Bakary SANOGO

Directeur du Centre d'Information
et de Communication Gouvernementale
(CICG)

COMITÉ DE RÉDACTION

CICG

CONCEPTION - ÉDITION

CICG

Reproduction interdite sans autorisation préalable.



République de Côte d'Ivoire

Tél. : (225) 22 51 14 38 - Fax : (225) 22 41 11 16

01 B.P. 12 243 Abidjan 01

Deux-Plateaux Vallon, Cité « Résidence Colombe »

Villa n° 27, îlot n°176

Courriel : info@cicg.gouv.ci



www.gouv.ci



@gouvci



@gouvci.official



[gouvcivideo](https://www.youtube.com/gouvci)



[gouvci.official](https://www.instagram.com/gouvci.official)

Côte d'Ivoire : De la redistribution efficiente des fruits de la croissance à travers les services sociaux



Par **BAKARY SANOGO**

Directeur du Centre d'Information et de Communication Gouvernementale - CICG

La Côte d'Ivoire ne brandit pas que des taux de croissance spectaculaires, avec une moyenne de 9 % de 2012 à 2016 et 7,8 % en 2017. Elle réalise aussi une performance considérable en matière de redistribution des fruits de la croissance, à travers les services sociaux. Les résultats et impacts des projets sont notables à cet effet dans les secteurs de l'eau, de la santé, de l'éducation, de l'électricité, etc.

Dans le secteur de l'eau, 2 250 nouvelles localités ont été desservies en eau potable depuis 2010, voyant ainsi le quotidien des populations révolutionné.

En matière d'électricité, 1 800 nouvelles localités ont été électrifiées de 2011 à 2017 et 400 000 ménages ont bénéficié de branchements sociaux de 2014 à 2018, grâce à un paiement initial de 1 000 FCFA. Dans le canton Watradougou (Worofla), seul un village sur les treize était électrifié avant 2011. A fin 2017 onze étaient sortis des ténèbres.

Volet santé, 300 centres ont été construits et équipés de 2012 à 2016. Résultats : 68 % de la population vivaient à moins de 5 km d'un centre de santé en 2017, contre 44 % en 2012 ; et le ratio infirmier/population est passé de 1 pour 3 069 en 2011 à 1 pour 1 932 en 2016. Et ce, grâce au recrutement de 10 000 médecins, pharmaciens, chirurgiens-dentistes, infirmiers, sages-femmes sur la période 2015-2017.

Dans le domaine de l'éducation, 12 655 salles de classes primaires ont été construites en milieu rural entre 2013 et 2017 et 4 409 000 kits scolaires distribués à la rentrée 2017-2018. Entre autres résultats, le taux de scolarisation dans le secondaire général est passé de 47,3 % en 2012 à 66,6 % en 2017, soit une hausse de 20 %. Et, grâce aux 126 collèges de proximité, les élèves vivent dans un rayon de 5 km, contre 20 km auparavant.

Quant aux ménages démunis, 5 000 d'entre eux ont bénéficié d'une allocation trimestrielle de 36 000 FCFA en 2017, à travers le Programme "Files

Sociaux". Apport qui leur permet de faire face aux frais d'écolage et de soins de santé de leurs enfants.

Dans le monde agricole, les coton-culteurs ont engrangé 86,830 milliards de FCFA en 2016-2017 et les producteurs de café-cacao 5 805 milliards de FCFA de 2012 à 2016.

A ces efforts, s'ajoutent l'augmentation du Salaire Minimum Interprofessionnel Garanti (SMIG), de 36 607 FCFA à 60 000 FCFA et le paiement du stock des arriérés de salaire des fonctionnaires pour un coût de 249,6 milliards de FCFA.

Ces exemples ne sont qu'une infime illustration des actions qui ont apporté un mieux-être aux populations. Et on pourrait tout autant mentionner les investissements massifs dans les grands projets de routes, d'autoroutes, de ponts, de télécommunication et d'infrastructures portuaires et aéroportuaires, sans lesquels il n'y a ni croissance ni développement.

Que sont ces initiatives, sinon de la redistribution des fruits de la croissance aux populations. Et, au-delà des chiffres, les impacts des projets sont palpables sur le terrain, faisant donc de la croissance inclusive une réalité sous l'ère Ouattara.

Ainsi donc, non seulement il y a eu croissance, mais il y a eu également progrès en matière de développement. Les taux de croissance et de pauvreté antérieurs sont assez significatifs à cet égard. Le premier était de -4,2 % en 2011, contre 7,8 % en 2017 et le second de 48,9 % en 2008, contre 46,3 % en 2015.

Quand la croissance augmente considérablement et que la pauvreté baisse, point n'est besoin d'être sorti de London School of Economics ou de Stanford University pour comprendre qu'il y a eu progrès en matière de développement.

En outre, toute analyse crédible en la matière sur la Côte d'Ivoire doit prendre en compte l'état de délabrement global de l'économie avant l'arrivée aux affaires du Président Alassane Ouattara.

Au total, la redistribution efficiente des fruits de la croissance est celle qui impacte le quotidien des populations grâce aux services sociaux de base. Elle ne devrait pas être entendue comme la distribution de cash, tous les jours, à chaque Ivoirien.

Au-delà des chiffres, les impacts des projets sont palpables sur le terrain, faisant donc de la croissance inclusive une réalité sous l'ère Ouattara.

Programme Electricité Pour Tous

Plus de 400 000 abonnés en mars 2018

Ce sont plus de 400 000 ménages qui ont été raccordés au réseau électrique, d'octobre 2014 à mars 2018, grâce au Programme Electricité Pour Tous (PEPT) initié par le gouvernement. Ce programme facilite l'accès à l'électricité pour les ménages à faibles revenus, en leur offrant des modalités souples d'acquisition des branchements et abonnements.

Après un apport initial de 1 000 FCFA, les bénéficiaires disposent d'un branchement et d'un abonnement au réseau électrique dont le coût total, estimé à 150 000 FCFA en moyenne, sera payé sur une période allant de trois à dix ans. Les compteurs installés dans le cadre du programme fonctionnent en mode prépayé et le règlement du reliquat est débité par fraction sur chaque rechargement jusqu'au solde. Ces facilités ont permis à de nombreux ménages, pour lesquels le tarif du branchement-abonnement normal était un frein, d'être connectés au réseau électrique.

« Avec 1 000 FCFA, j'ai pu avoir mon compteur. Je ne l'aurais jamais eu si je devais déboursier 150 000 FCFA », relate Siaka Traoré, un habitant du quartier Abobo-Avocatier (Abidjan). Les principaux avantages pour les clients résident dans le libre choix du montant, des fréquences d'achat d'énergie et dans la maîtrise de la consommation. « Cet abonnement me permet de gérer ma consommation en électricité en fonction de mes moyens. Personne ne viendra m'enlever mon compteur si je n'ai pas rechargé ma carte », indique Honoré Gnagbo, planteur à Gagnoa. ■

Infrastructures

Le 3^{ème} Pont révolutionne la mobilité urbaine à Abidjan

Inauguré en décembre 2014, le Pont Henri Konan Bédié (HKB), ou 3^{ème} Pont, a permis de réduire considérablement les embouteillages à Abidjan. Ce pont à péage qui relie les communes de Cocody et Marcory enregistre en moyenne 50 000 véhicules par jour. Il a réalisé un chiffre d'affaires de 8 milliards de FCFA en 2017.

D'une longueur de 1,5 km, le 3^{ème} Pont enjambe la lagune Ebrié, reliant les zones nord et sud de la ville. Il permet un gain de près d'une heure de temps sur le trajet, avec un impact évident sur les activités socio-économiques. Pour Sylvain, un usager régulier, la mise en service de ce pont est un véritable soulagement : « Pour moi qui fais souvent la navette entre Cocody et Marcory, il me fait gagner en temps et en carburant ». Serge qui habite la ville de Grand-Bassam, dans la périphérie d'Abidjan, et travaille à Cocody, abonde dans le même sens : « Grâce au 3^{ème} Pont, je rejoins plus rapidement mon lieu de travail ». ■



Les Brèves du Développement

Enseignement supérieur : les Ivoiriens lauréats des Olympiades du CAMES honorés

Les étudiants ivoiriens lauréats de 6 des 9 Premiers Prix de la première édition des Olympiades du Centre Africain et Malgache pour l'Enseignement Supérieur (CAMES), tenues au Burkina Faso les 30 et 31 mai 2018, ont été honorés par les autorités universitaires pour leurs performances scientifiques. Le gouvernement a offert aux lauréats des bourses d'études pour assurer leur formation et promouvoir l'excellence en milieu universitaire.

5 ans du C2D : 87 % de taux de décaissement

La mise en œuvre, depuis 2012, des projets de développement du Contrat de Désendettement et de Développement (C2D), a connu un franc succès. Les investissements réalisés ont atteint un montant de 680 milliards de FCFA sur un budget total de 782 milliards de FCFA. Soit un taux de décaissement de 87 %. Les projets exécutés touchent l'ensemble des secteurs socio-économiques et contribuent à améliorer le quotidien des populations.

Fraude fiscale : plus de 3 milliards de FCFA de marchandises saisies

La Direction Générale des Impôts (DGI) a procédé, en mai 2018, à la saisie de plus de 3 milliards de FCFA de produits frauduleux dans les locaux des entreprises Etoiles Import, situés à Marcory et à Cocody. Les perquisitions ont conduit à l'interpellation des mis en cause.

Armée : une cuisine et un réfectoire neufs pour la caserne de Korhogo

Le Premier Ministre Amadou Gon Coulibaly a inauguré en juin 2018 une cuisine et un réfectoire modernes au 4^{ème} Bataillon d'infanterie de Korhogo. Des infrastructures qui visent à améliorer les conditions de vie des militaires. Ces projets s'inscrivent dans le cadre d'un programme d'urgence de réhabilitation, de construction et d'équipement des casernes du pays.

Témoignages

Maurelle Mayronde Assanvo, Abidjan

"La citoyenne à revenus modestes que je suis a son propre compteur"

« Avant, nous n'avions pas les moyens de payer la caution pour un abonnement. Mais aujourd'hui, avec le Programme Electricité Pour Tous, la citoyenne à revenus modestes que je suis a son propre compteur ».

Nadège Béda, commerçante à Diapé (route d'Adzopé)

"Relax et sans contrainte"

« Le compteur à carte est une bonne trouvaille. C'est relax et sans contrainte. Il me permet de bien gérer mon budget ».

Nicolas Nasser, entrepreneur à Abidjan

"Le prix du Kw/h est le même que pour les compteurs à facture"

« Le prix du Kw/h est le même que celui d'un compteur classique. Seulement qu'il faut être prévoyant pour ne pas que le crédit s'épuise ».

Assata Camara

"Gérer ma consommation selon mon budget"

« C'est bénéfique pour moi, parce que cela me permet de gérer ma consommation selon mon budget ».

Filière coton

Trois innovations techniques pour un meilleur rendement

Les innovations introduites dans la filière coton, de 2013 à 2017, dans le cadre du Projet d'Appui au Secteur Agricole de Côte d'Ivoire (PSAC), ont prouvé leur efficacité. Faisant passer la production nationale de coton graine de 328 000 tonnes à 412 000 tonnes, soit une augmentation de 25,6 %.

Trois innovations techniques ont permis d'améliorer le rendement. Le "traitement sur seuil" pour l'usage raisonné des insecticides, la fertilisation par la "technique du facteur N-NH4+" et l'utilisation de fumure organique, un engrais naturel fait de végétaux décomposés. Ces techniques amènent le coton-culteur à diagnostiquer les problèmes de ses cultures et à ne les traiter que selon le besoin, évitant ainsi le gaspillage d'intrants agricoles. Le tout soutenu par la formation des paysans à travers des "Champs Ecoles". Selon le Fonds Interprofessionnel pour la Recherche et le Conseil Agricoles (FIRCA), ces innovations présentent de réels atouts pour le développement de la filière. ■

Lutte contre le paludisme

La mortalité en baisse

Selon le Programme National de Lutte contre le Paludisme (PNLP), la mortalité hospitalière liée au paludisme a baissé, passant de 4 077 en 2015 à 3 280 décès en 2017. De même, la prévalence hospitalière a régressé de 7 points entre 2015 (32 %) et 2017 (25 %). Ces progrès découlent des actions préventives menées par le gouvernement et ses partenaires.

La prévention se déploie en diverses activités dont la distribution de moustiquaires imprégnées d'insecticides à longue durée d'action, le traitement préventif intermittent pour les femmes enceintes et la communication pour le changement de comportement.

En 2017, la distribution de 15,9 millions de moustiquaires dans 83 districts sanitaires a permis d'atteindre un taux de couverture des ménages de 93 %, pour un objectif de 90 %. Concernant le traitement préventif intermittent, le nombre de femmes enceintes l'ayant achevé s'est accru de 13 points, de 2015 à 2017.

Ces actions sont renforcées par l'engagement du secteur privé, avec la distribution gratuite de moustiquaires et la disponibilité du traitement préventif dans 100 centres de santé d'entreprises et 60 cliniques.

Enfin, à travers des activités de communication, les populations sont régulièrement sensibilisées à l'assainissement de leur cadre de vie pour éviter la prolifération des nids à moustiques. ■

Les soins proches des populations : un facteur de succès

Au titre des actions à fort impact, le Programme National de Lutte contre le Paludisme organise chaque trimestre, depuis 2015, des consultations dans les localités situées à plus de 5 km d'un centre de santé, dans 71 districts sanitaires et dans les quartiers précaires d'Abidjan et San Pedro.

En 2017, sur 151 510 consultations, 66 % de cas de paludisme ont été diagnostiqués et traités dans 748 villages et quartiers. Et 69 624 femmes enceintes ont pu effectuer une consultation prénatale, suite à laquelle 97,6 % d'entre elles ont reçu une dose du traitement préventif.

A cela, il faut ajouter le déploiement du programme de Prise en Charge à Domicile du paludisme et de la diarrhée chez les enfants de moins de cinq ans dans 49 districts sanitaires.

Cacao

577 000 tonnes broyées en 2017

La Côte d'Ivoire, premier producteur mondial de cacao, est passée de 468 570 tonnes de cacao broyées localement en 2012-2013 à 576 994 tonnes pour la campagne 2016-2017, soit une augmentation de 23 %. Selon le Conseil du Café-Cacao, structure en charge de la régulation et du développement de la filière, le pays pourrait atteindre un million de tonnes broyées d'ici à 2022.

Pour atteindre cet objectif, le pays a opéré de grandes réformes dans la filière, à travers d'importants investissements, une fiscalité incitative et des avantages au profit des broyeurs locaux. La mise en œuvre de cette politique a eu des résultats encourageants. Le pays compte une douzaine d'unités de transformation, dont la capacité de broyage actuelle est d'environ 720 000 tonnes. Ces usines, installées dans les zones productrices de cacao (Sud-Ouest et Est), créent de l'emploi et favorisent le développement socio-économique des localités. ■



Parc National du Banco

20 000 visiteurs par an

Situé en plein cœur d'Abidjan, le Parc National du Banco est essentiel pour la qualité de l'environnement et l'approvisionnement en eau potable de la ville. L'Etat et ses partenaires ont, depuis 2012, investi plus de 7 milliards de FCFA pour assurer son intégrité et le valoriser par des infrastructures touristiques.

« C'est un vrai poumon vert pour Abidjan. On sort de l'animation de la ville pour respirer et apprendre des choses sur les animaux et les plantes ». Ces propos sont de Guillaume Lefèvre, un touriste français, visiteur des lieux. Les 3 474 hectares et aménagements attirent annuellement 20 000 visiteurs, amateurs de tourisme vert. Des pistes pour randonnées et des aires de pique-nique y ont été aménagées. Un espace écotouristique comprenant un centre d'information et de sensibilisation à la préservation des forêts et un parking ont aussi été construits. Des dispositions ont été également prises pour renforcer la protection et la sécurité, notamment la construction de clôtures. ■



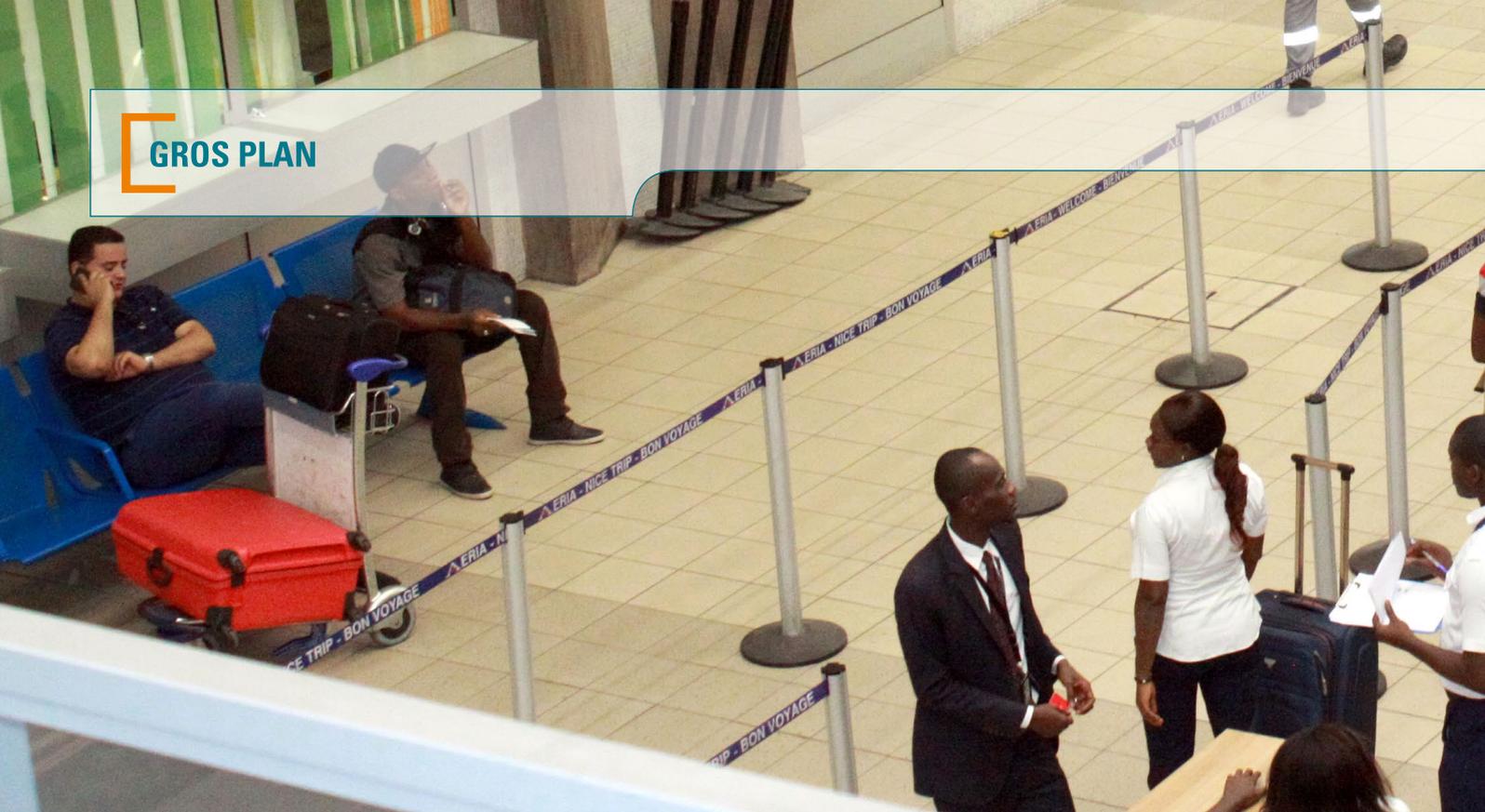
Education Féminine

Un tremplin pour l'autonomisation

Ce sont 39 797 femmes et jeunes filles qui ont été formées, de 2011 à 2017, par les Institutions de Formation et d'Education Féminine (IFEF) aux métiers du textile, à la cuisine et à la pâtisserie. Le tout soutenu par des cours d'alphabétisation et d'initiation à l'informatique et à l'entrepreneuriat. L'objectif est de les rendre opérationnelles pour démarrer une activité génératrice de revenus.

Après trois échecs au Brevet d'Etudes du Premier Cycle (BEPC), Fabienne s'est inscrite à l'IFEF pour apprendre la broderie chinoise. Avec le matériel obtenu grâce à un projet du Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD), elle est désormais installée à son propre compte. Massandjé, quant à elle, est propriétaire d'un atelier de couture et emploie quatre personnes. Avec les enseignements, elle a élaboré une stratégie efficace pour écouler sa production : « Pour la rentrée scolaire, nous sommes proactifs et n'attendons pas les commandes. Nous avons déjà fait 350 tenues que nous avons livrées aux commerçants et aux écoles ». Sous la tutelle du ministère en charge de la Femme, les IFEF assurent des offres alternatives d'éducation et de formation. Le pays compte 118 centres. ■





Aéroport Félix Houphouët-Boigny d'Abidjan Un hub sous-régional en consolidation

Le pari était audacieux après plus d'une décennie de crise. Mais le gouvernement ivoirien est en voie de le gagner : celui de repositionner l'Aéroport Félix Houphouët-Boigny d'Abidjan sur l'échiquier international. Des réformes, accompagnées d'importants travaux d'extension et de modernisation, ont conduit à la reprise de plusieurs liaisons, dont les vols directs Abidjan-New-York, avec des voyageurs de plus en plus nombreux.

Mars 2018. Aéroport International Félix Houphouët-Boigny d'Abidjan. En face du hall des départs, dans le couloir "dépose minute", une voiture blanche s'arrête. Une jeune femme en descend, suivie de deux personnes plus âgées. Ils sortent rapidement des valises du coffre. Après des accolades à ses parents, la jeune femme s'éloigne en poussant un chariot à bagages. A l'entrée du hall des départs, elle fait un dernier geste d'aurevoir avant de disparaître. Raïssa Kouamé aurait souhaité rester un peu plus longtemps avec les siens, mais ceux-ci étaient déjà remontés en voiture ; car au couloir "dépose minute", les véhicules ne peuvent stationner plus de 5 minutes. Passé ce timing, ils sont rappelés à l'ordre par des agents de sécurité. Grâce à ce dispositif, la devanture du hall, encombrée par le passé de véhicules

déposant les voyageurs, est dégagée. Les accompagnants passent désormais par un portique de sécurité situé dans la zone des arrivées pour rejoindre le hall des départs. Là, un ruban de sécurité les sépare des voyageurs.

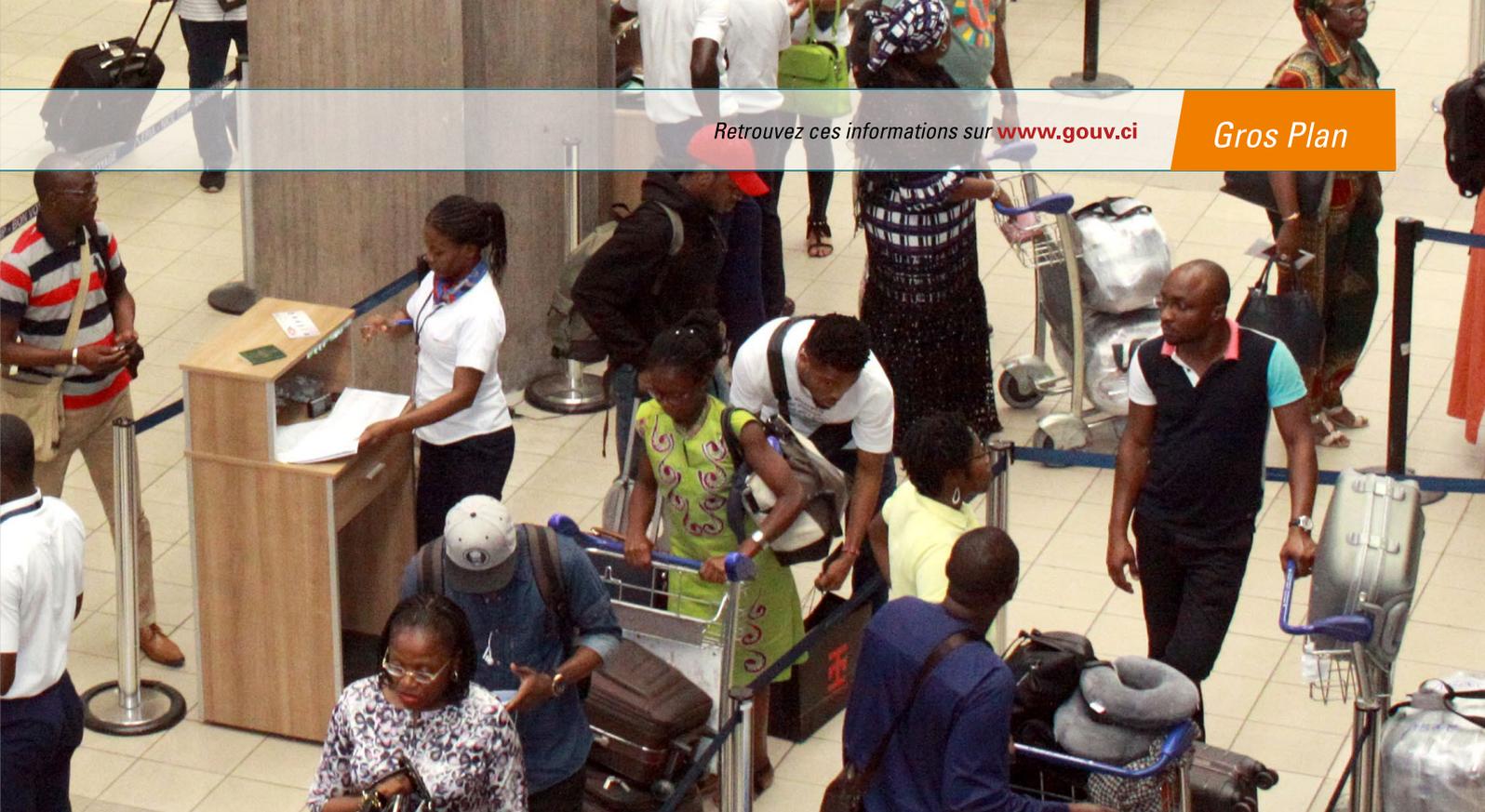
« Les seules personnes habilitées à passer par l'entrée du hall des départs sont celles munies d'un passeport et d'un billet d'avion », confirme Patrick Kobenan, un autre voyageur ayant l'expérience des anciennes et nouvelles dispositions. « Par le passé, certaines personnes, avec leurs badges, pouvaient être autorisées à accéder au hall d'embarquement. Ce n'est plus possible. Les agents de sécurité sont rigoureux et

il y a de nombreuses caméras pour suivre tous les mouvements », poursuit-il. Et d'ajouter : « Il y a moins de traitement par affinité ou d'abus de la part des agents de l'aéroport ». Selon cet habitué des aéroports

d'Afrique de l'Ouest et du Centre, celui d'Abidjan, est l'un des rares à relever les empreintes digitales, faire une photo numérique et scanner le passeport au dernier point de contrôle avant l'embarquement.

Il relève aussi les nombreux travaux de modernisation des infrastructures techniques réalisés pour le confort des voyageurs et pour la sûreté de la plateforme aéroportuaire. Gilles Darriau, Directeur Général de Aéroport Interna-

De nombreux travaux réalisés pour le confort des voyageurs et pour la sûreté de la plateforme aéroportuaire.



Défis : Maintenir le cap

Les avancées dans le secteur du transport aérien sont remarquables depuis 2012. Désormais, l'enjeu pour le gouvernement et les structures techniques que sont, entre autres, l'Autorité nationale de l'aviation civile (ANAC) et AERIA, est de consolider les acquis. Il s'agit, d'une part, de ne pas perdre les certifications obtenues (TSA, OACI), afin de garantir le repositionnement durable de l'aéroport et, d'autre part, de poursuivre les actions engagées en termes de qualité d'infrastructures, de sûreté et de sécurité aéroportuaires.

tional d'Abidjan (AERIA), structure concessionnaire de l'aéroport, confie que 55 milliards de FCFA ont été investis depuis 2010 pour plusieurs aménagements : changement des deux tapis bagages, réhabilitation du salon business et construction d'un parking de 200 places supplémentaires. On note aussi l'approfondissement du parking commercial permettant d'accueillir les gros porteurs A380, la construction de 10 places supplémentaires de stationnement pour avions et d'une voie de circulation parallèle qui permettra de multiplier par quatre la cadence des vols. Tous ces changements ont valu à l'aéroport l'obtention des certifications internationales, notamment la Transportation Security Administration (TSA) des Etats-Unis et la certification d'aérodrome de l'Organisation de l'Aviation Civile Internationale (OACI). Ces évolutions ont contribué

à la relance du trafic qui est passé de 640 000 voyageurs en 2011, à 2 millions en 2017. La desserte est assurée par 25 compagnies aériennes couvrant une quarantaine de destinations, avec une liaison très dense avec l'Europe (30 fréquences hebdomadaires en 2017) et, depuis mai 2018, 3 vols hebdomadaires directs vers les Etats-Unis.

Selon Gilles Darriau, le rêve est en train de devenir réalité. « L'arrivée aux affaires du Président Alassane Ouattara a beaucoup contribué à la relance du transport aérien », soutient-il. La croissance économique, l'engagement du gouvernement à redynamiser la compagnie aérienne nationale et à mettre à niveau les infrastructures aéroportuaires, ainsi que la position géographique idéale du pays sont autant d'atouts qui concourent à faire de l'aéroport d'Abidjan, un hub sous-régional. ■



Barthélemy Kouamé
Chef d'entreprise

« Je voyage souvent en Afrique et en Europe. Le fonctionnement de l'aéroport d'Abidjan s'est amélioré, notamment avec le respect des mesures sanitaires. Cela dit, il faudrait plus de sièges d'attente pour les passagers en transit ».



Bakary Yéo
Cadre de banque

« Je note beaucoup d'efforts en termes de célérité de traitement à l'embarquement. Mais, à la sortie, les services sanitaires doivent mieux s'organiser pour réduire les temps d'attente ».



Yao Théophile Oussou
Technicien d'aviation

« Avec une compagnie nationale leader dans la sous-région, des installations techniques adéquates et une bonne synergie d'actions entre les acteurs aéroportuaires, Abidjan a pris une longueur d'avance dans la sous-région ».

Abdoulaye Karamoko
Ivoirien résidant en France

« En arrivant au pays en 2016, après plus de vingt ans, j'ai été surpris de ne pas subir de racket, contrairement aux récits que j'avais entendus. Félicitations aux autorités ! ».



Extension et modernisation de l'aéroport

Plus qu'une nécessité

« **C**e ne sont pas des travaux de prestige », soulignait Gilles Darriau, Directeur Général de l'aéroport d'Abidjan, lors d'une interview en mai 2018. Ils répondent à l'ambition gouvernementale de porter la capacité des infrastructures, estimée aujourd'hui à 2 millions de passagers par an, à 10 millions d'ici à 2025. Les travaux de modernisation sur la période 2017-2019 portent entre autres sur l'extension de l'aire de stationnement avion, de la voie de circulation des avions et de la salle d'embarquement. Ces travaux intègrent la réhabilitation de l'éclairage de l'aire de stationnement commercial et la construction d'un terminal d'aviation d'affaires. Enfin, l'accent est mis sur la qualification des ressources humaines. D'où le récent partenariat avec le constructeur aéronautique Airbus pour la formation de pilotes et de techniciens pour la maintenance, tout comme pour la couverture et la sécurité aérienne et maritime satellitaire. ■

Les acquis de l'Aéroport International Félix Houphouët-Boigny

2,07 millions
de passagers enregistrés à l'Aéroport International Félix Houphouët-Boigny d'Abidjan en 2017



33 475
mouvements d'avions enregistrés en 2016 contre 22 166 en 2010 (+51%)



40
destinations à l'international et 6 à l'intérieur du pays



27
postes d'avions à l'Aéroport d'Abidjan



1^{er} aéroport africain certifié « Neutralité carbone »

(30^e dans le monde) : ce qui atteste de son engagement à réduire et à compenser son empreinte carbone



2^{ème} métropole africaine

desservi par l'A380 de Air France, après Johannesburg

25
compagnies aériennes



Air Côte d'Ivoire en chiffres

Flotte	10 avions dont 6 Airbus A320 et 4 Bombardier Q400
Certifications	<ul style="list-style-type: none"> • IOSA (IATA Operational and Safety Audit) • Première norme mondiale de vérification de la sécurité des procédures d'exploitation des transporteurs aériens
Personnel	87 pilotes - 174 hôtesses et stewards - 66 techniciens avion - 251 personnes au sol
Réseau	<ul style="list-style-type: none"> • 5 villes de l'intérieur du pays desservies • 19 capitales d'Afrique de l'Ouest et du Centre desservies • New York via un partenariat avec Ethiopian Airlines
Nombre de vols	300 vols par semaine, avec une cadence allant jusqu'à deux vols par jour sur certaines destinations comme Dakar
Nombre de passagers	850 000 en 2017, contre 600 000 en 2015, soit une augmentation de 41,6%
Positionnement régional	1 ^{ère} compagnie de la zone CEDEAO-CEMAC (46% de part du trafic de l'aéroport d'Abidjan en 2017)

Certification : le fruit d'actions synergiques

Dans son ambition de faire de l'Aéroport International d'Abidjan une référence, la Côte d'Ivoire s'est engagée dans un ambitieux processus de certifications, gages de confiance pour les acteurs et usagers du transport aérien. En 2015, l'aéroport a obtenu l'agrément américain TSA (Transportation Security Authority) qui permet les vols directs vers les Etats-Unis à partir d'Abidjan. Ce succès a été suivi en 2017 par la certification d'aérodrome de l'Organisation de l'Aviation Civile Internationale (OACI). Celle-ci porte sur l'environnement, tout comme sur la sécurité et la sûreté des infrastructures et le fonctionnement. Ces distinctions sont le fruit des efforts conjugués de tous les acteurs aéroportuaires et d'un appui institutionnel fort. La seule certification OACI aura nécessité la signature de 12 décrets présidentiels, 19 arrêtés ministériels, 189 règlements et procédures, de même que la ratification de 9 traités et conventions internationales.

Perspectives majeures 2018

De nombreuses actions sont prévues pour renforcer la position de hub de l'aéroport FHB :

- Construction de la ville aéroport dénommée "Aérocité" sur 3 700 hectares, pour un investissement global estimé à plus de 1 000 milliards de FCFA
- Construction et exploitation en BOT (Build, Operate and Transfer) de l'aéroport international de San-Pedro et de son "Aérocité"
- Construction et exploitation en BOT d'une école privée de formation aux métiers du transport aérien
- Construction et exploitation en BOT d'un centre de maintenance des aéronefs
- Poursuite du programme de réhabilitation des aérodromes de l'intérieur du pays et de la couverture nationale en vols domestiques par Air Côte d'Ivoire



« La stratégie de développement du secteur des transports aériens en Côte d'Ivoire s'appuie sur trois piliers essentiels, à savoir : le renforcement et la promotion de la compagnie nationale Air Côte d'Ivoire, avec un rôle majeur de l'Etat ; l'extension des infrastructures aéroportuaires et la certification de

l'Aéroport International Félix Houphouët-Boigny aux normes internationales (...). Ce programme permettra d'optimiser la contribution du secteur du transport aérien à la dynamique économique remarquable que notre pays enregistre depuis ces six dernières années. »

Amadou Gon Coulibaly, Premier Ministre, Chef du Gouvernement, Ministre du Budget et du Portefeuille de l'Etat
Extrait du discours de la cérémonie marquant le démarrage officiel du Projet d'extension de l'aéroport d'Abidjan, le 18 novembre 2017



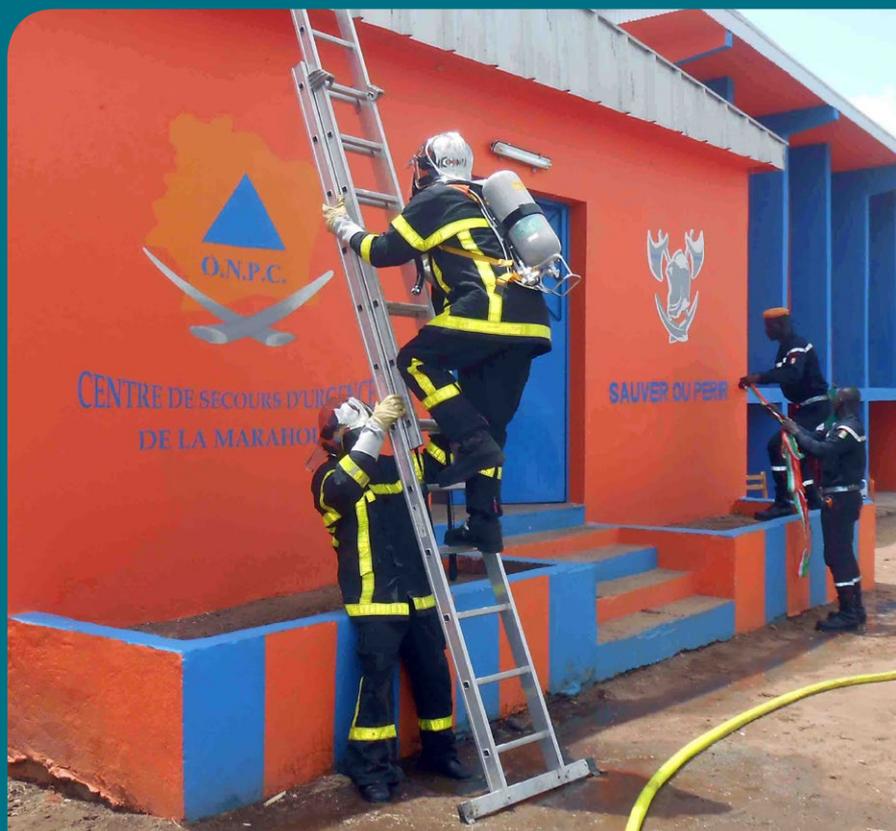
INNOVATION

LiFi LED : l'internet et la télévision grâce à la lumière

Drongouiné, village ivoirien enclavé non loin du Libéria. Là-bas, pas de poteau électrique de la Compagnie Ivoirienne d'Electricité ni de pylône de réseau téléphonique mobile. Pourtant, un soir d'avril 2017, les 5 000 habitants de cette localité ont plongé dans la modernité. Des ampoules LED, connectées à des panneaux solaires se sont illuminées. Un écran de télévision s'est mis à diffuser des images et un ordinateur s'est connecté à Internet. A la base de ce petit "miracle", la technologie LIFI LED (Light Fidelity ou transmission par la lumière). Inventée par Ange Frederick Balma, un jeune Ivoirien, ingénieur en informatique et réseaux, elle utilise le spectre lumineux de l'éclairage LED pour transmettre des données vers un ordinateur ou un smartphone.



Le concepteur raconte comment le déclic s'est produit : « *Il y a quelques années, je me suis retrouvé dans un village sans électricité, sans internet, sans réseau mobile. A notre ère ? C'était inacceptable !* » Cette innovation, très avantageuse pour les services de santé et les enseignants en zones rurales, a valu en 2017 à Ange Frederick, le Prix National d'Excellence de l'Innovation de Côte d'Ivoire. Avec son entreprise LIFI LED Côte d'Ivoire, il veut réaliser un rêve d'enfant, celui de contribuer au bien-être des populations ivoiriennes et africaines. ■



CENTRES DE SECOURS D'URGENCE

17 526 interventions en 2017

Singrobo, sur l'Autoroute du Nord. Un grave accident de la circulation suivi d'un incendie vient de se produire, ce 24 décembre 2017. Rapidement, une unité de secouristes civils intervient et évacue la victime à l'Hôpital Général de Toumodi. Ces pompiers civils viennent du Centre de Secours d'Urgence (CSU) de N'Zianouan, situé à quelques kilomètres de la zone de l'accident. C'est l'un des 30 CSU mis en place par le gouvernement ivoirien sur l'ensemble du territoire national via les Conseils Régionaux. Leur coordination et la formation des secouristes y opérant sont assurées par l'Office National de la Protection Civile (ONPC).

En 2017, ils ont conduit 17 526 interventions diverses (incendies, accidents de la route, etc.) au profit des populations. Ces centres se présentent comme une solution à deux problématiques : la protection des populations et la création d'emplois. Jusqu'en 2014 les pompiers étaient tous militaires. La corporation des pompiers civils est née de la volonté du gouvernement de resocialiser les ex-combattants, dans le cadre du Programme de démobilisation et de réinsertion. La première promotion de 722 secouristes est opérationnelle depuis 2014. Mais les activités ont démarré effectivement en 2016, suite au déploiement du dispositif structurel et logistique, avec un bilan de 2 849 interventions la même année. Depuis 2015 les pompiers civils sont recrutés par voie de concours direct de la Fonction Publique et sont sous la tutelle du ministère de l'Intérieur et de la Sécurité. À avril 2018, ils étaient au nombre de 1 480. ■



Le débarcadère de Locodjro

317 000 tonnes de poissons en 2020

Construit sur les bords de la lagune Ebrié, dans la commune d'Attécoubé (Abidjan), le débarcadère de Locodjro, baptisé "Point de débarquement aménagé Mohammed VI", traduit l'engagement du gouvernement ivoirien à promouvoir l'activité de la pêche. L'objectif étant de porter la production halieutique nationale à 317 000 tonnes de poisson d'ici à 2020.

Lundi 27 novembre 2017. Des femmes en liesse fêtent l'inauguration de l'ouvrage. Désormais, elles exerceront leurs activités dans de meilleures conditions d'hygiène et de sécurité. En effet, le débarcadère vient remplacer le site d'Abobo-Doumé, où pêcheurs, revendeurs et clients se côtoyaient dans un décor insalubre, fait de tas d'immondices et de boue. « Là-bas, nous étions exposés aux intempéries et aux maladies. Il était difficile de se déplacer. Il fallait enjamber des tables, des tas d'immondices, etc. Et on risquait toujours de renverser les marchandises de quelqu'un. Ce qui créait des problèmes. Les conditions de travail y étaient vraiment pénibles », explique Christine Loba, une vendeuse de poissons.

Pour Aké Beugré, pêcheur, l'aménagement du débarcadère est synonyme de meilleurs revenus : « Nous sommes heureux. Maintenant nous allons conserver nos produits dans des chambres froides ; et cela va réduire les pertes après la pêche ».

Bâtie sur une superficie de 1,4 hectare, l'infrastructure comporte une plateforme de 3000 m², une passerelle de 30 mètres linéaires et deux pontons pour l'accostage des pirogues. Elle comprend six bâtiments, dont deux dédiés au fumage, avec des fours et des espaces pour la découpe et le stockage de poisson fumé. A cela s'ajoutent un bâtiment de froid,

deux bâtiments dédiés à la vente et un bâtiment social comportant une salle polyvalente, une antenne médicale et une garderie d'enfants. Le débarcadère de Locodjro, d'une capacité de 20 000 tonnes supplémentaires pour le marché abidjanais, vient apporter une solution durable en termes d'amélioration des conditions de vie et de travail d'environ 5 000 personnes, dont 2 400 marins pêcheurs et 1 600 mareyeuses.

L'ouvrage, d'un coût d'environ 3 milliards de FCFA, est le fruit de la coopération ivoiro-marocaine. ■



Hamed Bakayoko

Ministre d'Etat, Ministre de la Défense

Sur la Loi de Programmation Militaire 2016-2020

La Côte d'Ivoire ambitionne de se doter d'une armée professionnelle. C'est le sens de la Loi de Programmation Militaire votée le 4 janvier 2016 par l'Assemblée nationale, indique le Ministre d'Etat, Ministre de la Défense, Hamed Bakayoko.



La Côte d'Ivoire s'est dotée d'une Loi de Programmation Militaire pour la période 2016-2020. Quels en sont les objectifs clés ?

La Loi est née de la vision du Président de la République, Alassane Ouattara, de doter la Côte d'Ivoire d'un outil de défense capable de faire face aux menaces internes et externes. Sa mise en œuvre permettra aussi à notre armée d'être outillée pour participer aux Opérations de Maintien de la Paix dans le monde. Cette vision s'articule autour de l'amélioration des conditions de vie et de travail des soldats, la détermination des missions et des budgets sur cinq ans, la réorganisation du commandement, la consolidation du cadre institutionnel, la professionnalisation et la maîtrise des effectifs.

Quels sont les défis majeurs auxquels l'armée ivoirienne fait face aujourd'hui ?

Les défis sont nombreux et seront

relevés progressivement. Nous pouvons citer, entre autres, la pyramide des grades et des âges. Actuellement, les effectifs par catégorie des Armées sont disproportionnés et incohérents par rapport aux missions principales qui leur sont confiées. La norme est de 5 % d'officiers, 25 % de sous-officiers et 70 % de militaires du rang. Mais, dans notre armée, ces ratios sont respectivement de 6 %, 53 % et 41 %. Par ailleurs, la moyenne d'âge par catégorie, à savoir 45 ans, est beaucoup trop élevée pour les militaires du rang et les sous-officiers. Ces réalités ont donné lieu au plan de départs volontaires, afin de réduire et rajeunir les effectifs.

Un autre défi est celui de la formation, pour mettre à niveau l'ensemble des soldats recrutés sans avoir reçu la formation de base. Il y a aussi les questions de l'amélioration des conditions de vie et de travail, de l'équipement des unités et de la cohésion pour bâtir une nouvelle armée républicaine.

Quel bilan à mi-parcours de la mise en œuvre de la Loi ?

Le bilan à mi-parcours est positif à bien des égards. Tout d'abord parce que cette Loi a engendré une nouvelle et unique chaîne de commandement. En outre, une ordonnance relative à l'exécution des sanctions disciplinaires, à savoir les radiations, a été signée et mise à exécution. Ensuite, deux opérations de départs volontaires ont permis le retrait des effectifs de 3157 soldats (991 en 2017 et 2166 en 2018). Un Bureau d'Accompagnement et de Reconversion des Militaires a été créé pour aider les partants à mieux s'insérer dans leur nouvelle vie professionnelle et sociale. Il faut également noter la participation effective de l'Armée ivoirienne aux Opérations de Maintien de Paix des Nations Unies. Une compagnie de 150 hommes est en ce moment déployée au Mali. Enfin, la Loi a favorisé la réforme de l'enseignement militaire et la création de nouvelles institutions de formation. De manière générale, l'amélioration des conditions de travail



La réforme en cours permettra à l'Armée de renouer avec ses principes. Et cela lui fera bénéficier de crédibilité vis-à-vis de la population.



et de vie des militaires est perceptible à travers la réalisation d'infrastructures et l'acquisition de matériels et équipements.

et de vie des militaires est perceptible à travers la réalisation d'infrastructures et l'acquisition de matériels et équipements.

La réforme suffira-t-elle à réhabiliter l'image de l'Armée aux yeux des populations ?

Il s'agit d'un processus. Les actions sont menées aujourd'hui, mais l'impact ne sera visible que dans quelques années. Il faut un changement de comportement et de mentalités qui prendra forcément du temps. La réforme en cours permettra à l'Armée de renouer avec ses principes. Et cela lui fera bénéficier de crédibilité vis-à-vis de la population, à travers des actions telles que la protection et le secours. Lors des inondations de juin 2018, toute l'armée s'est mobilisée pour sécuriser les quartiers sinistrés et porter assistance aux familles. Elle a aidé à nettoyer les domiciles et les rues. Cela est déjà un très bon signal. ■

Les sapeurs-pompiers militaires au secours des victimes des inondations des 18 et 19 juin 2018



1



2



3

1. Sauvetage d'une fillette portée à dos. - 2. Evacuation par la clôture d'une personne âgée. - 3. Transport par véhicule de populations sinistrées.

Le Premier Ministre Amadou Gon Coulibaly dans la région du Gôh du 30 juin au 1^{er} juillet 2018

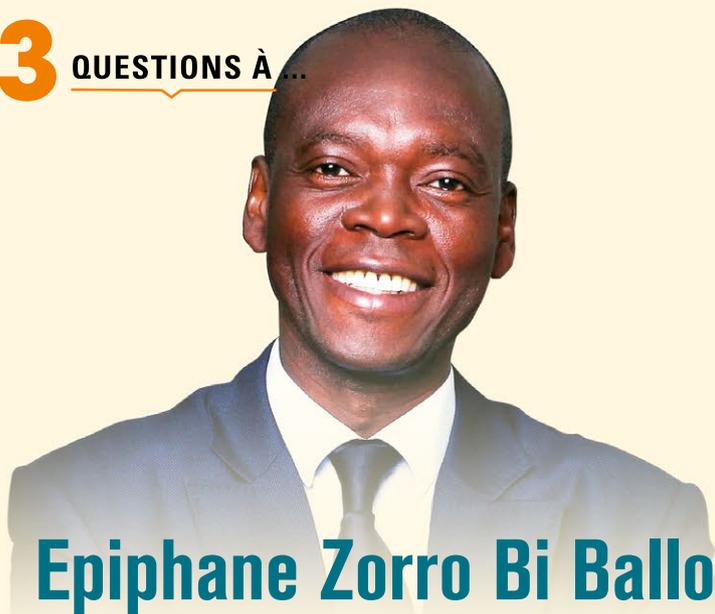


1



2

1. 1^{er} juillet 2018 : Inauguration par le Premier Ministre Amadou Gon Coulibaly d'une unité de traitement d'eau potable à Gagnoa. L'ouvrage dessert 40 000 personnes de six quartiers de la ville. - 2. Le Premier Ministre Amadou Gon Coulibaly au contact des populations du Gôh, lors du meeting d'hommage et de reconnaissance au Chef de l'Etat, Alassane Ouattara, le 1^{er} juillet 2018 au stade Victor Biaka Boda de Gagnoa.



Epiphane Zorro Bi Ballo

Secrétaire National au Renforcement des Capacités

Au sujet du renforcement du capital humain

Le gouvernement qui ambitionne de bâtir une administration performante pour accompagner l'émergence a placé le capital humain au centre de ses priorités. La création du Secrétariat National au Renforcement des Capacités (SNRC) répond à cet objectif. Le Secrétaire National, Epiphane Zorro Bi Ballo, dresse le bilan de cette structure.

■ Monsieur le Secrétaire National, quel bilan faites-vous des actions du SNRC ?

Le bilan est positif, car le SNRC a réussi à inscrire la problématique du renforcement des capacités comme un maillon essentiel du développement de notre pays. Sa contribution à d'importantes réformes le prouve. C'est le cas notamment avec la création du Centre d'Education à Distance en 2000 pour des formations de haut niveau au profit des agents des secteurs public et privé, et de la société civile. Il y a également eu le recrutement par appel à candidature des directeurs généraux des régies financières et la création, en 2014, de la Haute Autorité pour la Bonne Gouvernance.

■ Quelle est la contribution du SNRC à la problématique de l'employabilité des jeunes ?

La question renvoie au renforcement du potentiel des jeunes par rapport aux besoins du marché de l'emploi. L'enjeu étant d'améliorer la qualité des parcours scolaires, pour faciliter leur insertion socio-professionnelle. Cela nécessite une bonne connaissance du marché de l'emploi et du potentiel des jeunes, pour la mise en place d'un cadre favorable à la création d'emplois et à l'entrepreneuriat. Le SNRC a appuyé, dans ce sens, la réalisation en 2015 de l'étude sur le bassin d'emplois des régions de l'Indénié-Djuablin et du Gontougo.

■ Quelle synergie d'actions avec les ministères en charge de l'éducation, de l'enseignement supérieur et de l'emploi des jeunes ?

Le SNRC apporte à ces ministères un appui technique et financier, notamment en finançant la recherche sur des problématiques économiques. La structure contribue également à l'élaboration du référentiel des métiers de l'administration scolaire et à la mise en œuvre du plan de formation du ministère en charge de l'Education nationale. Concernant l'emploi des jeunes, le SNRC a équipé des centres de recherche d'emploi d'Abengourou et d'Abidjan. Il a assuré la formation en planification et suivi-évaluation de cadres de l'Agence Emploi-Jeunes. ■

10 CHIFFRES SUR LE DÉVELOPPEMENT

Bilan CEPICI

33 500 entreprises

créées de 2015 à 2017

Filière coton

1 261 kg

c'est le rendement à l'hectare du coton graine pour la campagne 2017-2018, contre 771kg à l'hectare pour la campagne 2015-2016

Agriculture

47 881 plantations

villageoises de cacao, hévéa et palmier à huile créées ou renouvelées de 2014 à 2018 grâce au Programme d'Appui au Secteur Agricole

Santé

2 834 femmes

porteuses de fistules obstétricales, opérées de 2007 à 2017

Agro industrie

220 000 emplois directs

générés dans la filière palmier à huile

Education nationale

46,09 %

de candidats admis au baccalauréat en 2018, contre 36,23 % en 2014

Production de manioc

4,55 millions de tonnes

de manioc produites en 2016, contre 2,20 millions de tonnes en 2014

Santé

90 %

de disponibilité des médicaments essentiels à la Nouvelle Pharmacie de la Santé Publique, contre 23 % en 2011

Port Autonome d'Abidjan

22,557 millions de tonnes

de trafic global en 2017, contre 21,735 millions de tonnes en 2016, soit une hausse de 3,8 %

Commerce : Forum Agoa

696 milliards de FCFA

d'exportations de la Côte d'Ivoire vers les Etats-Unis en 2017, contre 448 milliards de FCFA en 2012, soit une augmentation de plus de 55 %